



Rapport d'introduction

Serge RAGAZZACCI, Secrétaire général

Mes cher-es camarades,

Bonjour et bienvenue pour le 49^{ème} Congrès de notre Union Départementale

C'est avec beaucoup de plaisir que nous nous retrouvons aujourd'hui à Balaruc. Je te remercie Jean-Marie pour ton accueil chaleureux.

Balaruc et la CGT, c'est une histoire ancienne et riche. Nous ne comptons plus le nombre de formations, journées d'études, ou fêtes que nous avons partagé au bord de cet étang de Thau qui fait la richesse et la réputation de la ville. Une splendeur naturelle qui nourrit les hommes et émerveille leur regard. Le mont Saint Clair domine l'étendue marine en voisin attentif.

Nous partageons avec les balarucois les combats syndicaux comme celui des Thermes toutes proches. La CGT Hérault est intervenue auprès de la Préfecture avec notre syndicat et l'USD quand le projet des nouvelles thermes était remis en cause risquant du coup de faire stopper toute activité thermale ce qui aurait été un désastre pour l'emploi et l'avenir de la ville. C'est donc tout un symbole de se retrouver ici dans ce centre de vacances qui porte haut les couleurs du tourisme social.

L'UD et le Comité Régional travaillent des partenariats pour rénover et développer les capacités d'accueil du lieu, pour permettre d'héberger dans ce cadre unique les salariés et leurs familles. Les CE de la SNCF viennent de décider d'apporter leur contribution et vont permettre d'engager un nouvel élan pour le tourisme social à Balaruc, nous pouvons nous en féliciter.

Nous espérons que vous apprécierez comme il se doit les infrastructures et le cadre unique que nous vous proposons pour les travaux de ce Congrès.

Tous ensemble, nous allons débattre pendant ces deux jours. Analyser le travail accompli, débattre du contexte économique politique et social, débattre de nos orientations, orientations qui se trouvent résumées dans trois résolutions qui sont soumises à vos votes.

Ce Congrès fait suite à la commémoration de la création de notre Union Départementale il y a cent ans dans la ville de Sète voisine. Cent ans de combats, de luttes et d'engagements qui ont marqué profondément l'histoire du département et de la région. Cent ans rythmés par les luttes agricoles, et son journal « le Tocsin ». Terre de lutte et de résistance. Résistance à l'Église, à Paris, au capitalisme. Résistance au nazisme mais aussi terre d'accueil, terre d'asile aux accents latins, ibériques, orientaux. Un destin qui continue de coller à la terre puisque nous comptons chaque mois mille héraultais de plus.

Mesure-t-on le défi économique, humain et environnemental que cela représente ?

Lors de la fête que nous avons organisé en mai dernier à Bessilles, nous avons exigé plus de progrès social, et les centaines de participants présents au moment du débat ont partagé une ambition celle de pouvoir vivre et travailler dignement dans l'Hérault.

C'est donc tout naturellement que la formule est devenue le slogan de notre Congrès.

Si le cadre de nos travaux est idyllique, si nous sommes heureux de pouvoir débattre et échanger ensemble, la séquence que nous vivons dans le monde, en France, dans la région et le département l'est beaucoup moins.

Vous le savez c'est pendant la seconde guerre mondiale, en pleine tourmente et sous l'occupation nazie, dans un pays où une partie de la classe politique et capitaliste collaborait que nos anciens imaginaient un programme nommé « les jours heureux. »

La paix revenue ce programme inspirera les réformes importantes qui sont ce qui est connu partout dans le monde comme le modèle social français, un modèle de progrès unique. En 2014, deux ans après avoir chassé Sarkozy du pouvoir, nous vivons des jours terribles.

Le monde :

Le monde vit toujours au rythme des conflits guerriers. Pas un continent où ne raisonnent le bruit des armes, le fracas des bombes.

Dans les pays du Maghreb qui se sont défaits des régimes totalitaires, la démocratie n'est toujours pas la règle. L'obscurantisme et le fanatisme prospèrent sur les charniers et les ruines. L'Union Européenne et l'ONU semblent incapables de sortir de leur habit de gendarme ce qui leur permettrait de porter un véritable projet de développement international et solidaire éloigné de toute visée post-colonialiste. La France reste dans l'OTAN.

En Amérique latine, en Europe, c'est l'extrême droite qui remet en cause les gouvernements. Les injustices se développent sans frein dans un désintérêt cynique ou une complicité coupable.

Nous ne pouvons pas commencer ce Congrès sans rappeler que le progrès économique est indispensable à l'établissement de véritables régimes démocratiques. Sans dénoncer ce capitalisme qui engendre partout la grande déflagration mondiale. Sans rappeler que le marché des armes est le premier marché devant celui de la drogue, que les deux sont étroitement liés.

A quelques semaines du 1^{er} mai, le Congrès doit rappeler notre engagement international aux côtés de tous les peuples par-delà les frontières et notre aspiration à la paix universelle.

Le préambule de nos statuts rappelle que la CGT:

«... agit pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, les libertés et les droits syndicaux, le plein exercice de la citoyenneté, la défense de l'environnement, pour la paix et le désarmement, pour les droits de l'homme et le rapprochement des peuples.

Les mutations du monde et des sociétés appellent de nouvelles conquêtes sociales garantissant les droits fondamentaux des personnes et le respect des peuples, assurant que les richesses, fruit du travail des hommes, financent le progrès social, le bien-être et qu'elles concourent, au travers d'un nouveau type de développement, à la sauvegarde de la planète.

Soumise à la logique du profit, la société actuelle est traversée par la lutte des classes et par de multiples contradictions dont les conséquences conduisent à des inégalités et exclusions majeures, des affrontements d'intérêts, des tensions internationales, des menaces de guerre et des conflits armés. Les salariés ont besoin de se rassembler comme tels pour se défendre, conquérir leur émancipation individuelle et collective et participer à la transformation de la société et du monde. »

La transformation de la société et du monde passe par l'Europe et par une rupture avec les politiques d'austérité qui nourrissent les déficits, brisent les cohésions sociales, détruisent l'industrie et les services publics, sèment la misère, nourrissent la haine et remplissent les poches du banquier. Banquier qui a été sauvé de la faillite par l'argent public, la richesse créée par notre travail.

La participation de la CGT à la CES et à la CSI a permis de donner un nouveau souffle au syndicalisme international. Le congrès de Toulouse a été un marqueur de cette influence internationale, les syndicalistes du monde entier ont souligné le rôle de la CGT mais aussi les engagements personnels de Bernard Thibault.

Nous ne sommes plus seuls à porter l'idée d'une nouvelle « voie pour l'Europe ». 50 000 manifestants venus de tout le continent l'ont martelé à Bruxelles, des dizaines de milliers d'autres le font aussi chaque semaine en Espagne, la délégation régionale présente ce dimanche à Barcelone peut attester de la combativité de nos camarades.

Imposer un nouveau modèle et un nouveau projet européen sont à l'ordre du jour. Les résistances sont nombreuses et comme bien de fois, le bâton du policier soutient le cigare de la spéculation. La répression est à l'œuvre en Espagne, ne trouvez-vous pas bizarre ce silence épais qui entoure les exactions de la police de Rajoy ?

Comment supporter plus longtemps que la commission européenne se mêle de casser nos droits sociaux et se refuse à universaliser des droits essentiels comme celui du droit à l'avortement ? J'invite nos délégués à être attentif à ce qui se passe de l'autre côté des Pyrénées.

Pour rompre avec l'austérité le syndicalisme n'est plus seul. Des forces politiques, des associations portent le même projet en Europe mais aussi en France. Quelle analyse porte le Congrès sur cette situation nouvelle et les possibilités de mobilisation qui en découlent ?

En France,

L'actualité politique est marquée par la fessée municipale qui n'a pas fait que chauffer le postérieur gouvernemental. L'ensemble de la gauche est sanctionné même s'il est vrai que les communes dirigées par le Parti communiste résistent plutôt bien. Les conséquences du mécontentement électoral ont conforté partout une politique droitière et ont permis au Front National de gagner des élus, des mairies et pour notre département de conquérir la ville de Béziers. Le Front de gauche ne retrouve pas ses scores de la présidentielle. La ligne verte se recycle en permanence et n'offre pas non plus d'alternative solide. L'abstention témoigne de la crise politique qui s'est emparée de notre pays. Qui peut croire que ce sera sans conséquence pour les droits des salariés et des populations ?

Alors que depuis la Révolution de 1789, la commune est le symbole du mieux vivre ensemble que les françaises et les français se disent attachés à leurs élus locaux, nous voyons se développer d'un côté les thèses libérales qui veulent en réduire le nombre, de l'autre les thèses fascistes qui en tuent l'idéal. Valls annonce la disparition des CG et le regroupement forcé des régions.

Il ne m'appartient pas de faire un procès d'intention sur les vertus des uns et des autres mais la composition du gouvernement, la feuille de route fixée par François Hollande et le discours du Premier ministre à l'Assemblée nationale ne vont pas dans le sens des aspirations sociales. La situation d'urgence que vivent les jeunes, les salariés, les retraités n'est pas entendue.

On nous parle de pouvoir d'achat, mais la question des salaires est un grand tabou. A quand le grand débat sur le coût du capital ? À quand une vraie mesure qui permette de porter le SMIC à 1700 euros, d'engager des négociations dans toutes les branches, de faire sauter le gel des salaires des fonctionnaires de revaloriser les pensions ?

L'austérité nourrit l'austérité, provoque la récession et tue la confiance. L'augmentation des salaires nourrit la croissance, relance la consommation, favorise les caisses sociales et les rentrées de l'impôt. Après avoir augmenté l'impôt le plus injuste, la TVA, on nous parle maintenant de réduire l'impôt sur le revenu....marché de dupes ! On dit vouloir relancer notre pouvoir d'achat mais on rogne euro à l'euro notre salaire socialisé. Le salaire brut, c'est de la richesse créée par le travail, c'est du salaire !

Au cœur de l'affrontement de classe, c'est l'avenir de la protection sociale qui est en jeu. La solidarité interprofessionnelle est attaquée de toute part. C'est un enjeu majeur et je remercie Eric Aubin en charge de ces questions au bureau confédéral d'être parmi nous.

Ils disent dépassés « les jours heureux » pourtant ne voudriez pas reprendre à votre compte certaines de ces propositions et je cite :

- « assurer la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances de l'argent et des influences étrangères,
- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie,
- le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques,
- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat. »

La CGT est loin d'être tournée vers le passé. La CGT prend en compte les éléments nouveaux de l'économie, de l'organisation du travail, de la mondialisation. Elle porte des propositions pour prolonger le programme des « jours heureux » ainsi la sécurité sociale professionnelle et le nouveau statut du travail du salarié peuvent prolonger l'idéal de progrès né de la guerre.

Depuis 2010, nous avons combattu sans relâche pour l'emploi, les salaires, la protection sociale et les services publics. En 2010, nous avons participé à inverser la tendance majoritaire et entrainer un profond mouvement d'opposition qui conduira au rejet de SARKOZY et de ses thèses. Le passage en force sur le dossier du droit à

la retraite et la remise en cause de notre droit à partir en retraite à 60 ans scellera le sort de la majorité présidentielle, malgré le vote de la loi.

Beaucoup s'interrogent aujourd'hui sur la position de la CGT lors de la campagne des élections présidentielles. Si les camarades s'interrogent c'est que les politiques portées par François Hollande et le gouvernement Ayrault ont été tout aussi contraires à nos intérêts que ne l'étaient les politiques de la droite.

Nous avons raison d'être en colère mais n'oublions pas que Sarkozy avait fait du syndicalisme et de la CGT son adversaire principal, qu'il a opposé le 1^{er} mai syndical à sa vision du vrai travail – des vrais travailleurs, les travailleurs non syndiqués- C'est bien sur la base du bilan de Sarkozy et en réponse à ses agressions permanentes à l'encontre de la CGT que nous nous sommes engagés pour le faire battre. Nous l'avons fait battre sans illusion mais en défendant l'idée que la mobilisation était nécessaire pour imposer un véritable changement politique. Les colères d'aujourd'hui ne doivent pas nous faire oublier les colères d'hier.

Dans les semaines qui ont suivi les élections législatives, le MEDEF est rapidement passé à l'offensive en annonçant de multiples plans sociaux qui cumulaient cent milles suppressions d'emploi. Pendant ce temps, la première conférence sociale accouchait d'un bilan bien maigre ; bien maigre sauf pour le patronat, la deuxième sera pire. Le front syndical se fissure alors que pendant plusieurs années son unité avait permis de rassembler et mettre en mouvement les salariés.

Quel bilan tirons-nous de cette séquence où le pouvoir cherche à renforcer et conforter un pôle réformiste qui valide et cautionne les lois aussi injustes que la loi sur la sécurisation de l'emploi, la réforme sur la formation professionnelle qui modifie aussi le financement du paritarisme, l'accord sur l'assurance chômage, le pacte de responsabilité ? Un syndicalisme qui tourne le dos à la revendication qui a mobilisé des millions de salariés au travers de l'histoire ouvrière le droit à la retraite à 60 ans. Un droit que nous pensions sacralisé.

En franchissant un pas supplémentaire dans la compromission, la CFDT cogère avec le gouvernement et le MEDEF les conséquences de la crise et accepte de faire payer aux salariés une crise dont ils ne sont pas responsables. Cette image pitoyable du syndicalisme a des conséquences évidentes sur la capacité de mobilisation des salariés. Il serait faux de croire que ça n'a pas de conséquence pour la CGT. Les dossiers Morry Ducros et la Redoute sont une preuve supplémentaire de l'attitude de cogestion de la CFDT. Mais le doute et la méfiance sont mis sur l'action syndicale. Ce sont des actes de trahison pour les salariés concernés mais aussi pour le syndicalisme dans son ensemble. Comment cela se traduit-il dans la vie de vos entreprises et de vos professions ?

Si nous portons l'exigence du rassemblement du syndicalisme cela ne doit pas pour autant nous conduire à être silencieux sur ces dérives inacceptables. C'est en ce sens qu'au lendemain de l'accord intervenu sur le pacte de responsabilité nous avons publié le communiqué intitulé « irresponsables et coupables ».

Nous devons aider les salariés à faire la clarté sur la situation et éviter toute confusion avec les positions qui sont celles de la CGT. Nous devons aussi aider les syndicalistes CFDT à rompre avec les pratiques néfastes de leur centrale. Là où il y a Berger, il n'y a pas forcément moutons.

Mais notre place de première organisation syndicale ne nous donne-t-elle pas la responsabilité de pousser plus loin le rassemblement du syndicalisme ? Ne devons-nous pas réfléchir à être acteurs de propositions qui permettent de réduire l'émiettement syndical ? La division syndicale, c'est le lit douillet où s'épanouit le mépris patronal. Syndicalistes de la transformation sociale, n'avons-nous pas comme premier chantier de transformer le syndicalisme lui-même .

Sur le département de l'Hérault,

Nous faisons le constat que nous n'arrivons plus à construire de mobilisation intersyndicale de façon durable. On agit au coup par coup et la mobilisation lorsqu'elle existe, repose sur nos forces et nos militants. Pourtant nous payons un lourd tribut à la crise. Les plans de suppression d'emploi cognent dur et fort : Sanofi, Schneider, Bauch et Lomb, Pomeroy, Géodis, Multitec,...et tant d'autres. À cette hécatombe, il faut ajouter 700 ruptures conventionnelles chaque mois qui frappent indifféremment les petites comme les grandes entreprises.

Nos services publics vivent une hémorragie d'emploi. La protection sociale se dégrade la CAF, la CPAM, la CARSAT ne peuvent plus répondre à l'afflux de dossiers. L'URSSAF est empêchée de conduire ses missions. Pôle emploi en est réduit à comptabiliser l'ampleur du désastre. Le tout s'accompagne de la perte de sens au travail, et d'une souffrance accrue des salariés.

Le chômage bat son plein avec plus de 108 000 privés d'emploi. La précarité est la règle pour beaucoup, surtout les plus jeunes, les femmes. 20% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Les salaires sont dix points en dessous de la moyenne nationale, l'écart salarial entre les femmes et les hommes est de 20 points. Les retraités ont des pensions égales à 538 euros au régime général.

Nous sommes la région la plus pauvre de France, notre département est mal et sous développé, la fracture territoriale génère l'injustice sociale. Plus de 60% de la population se concentre dans 25 villes. Certains pourtant nous parlent de Métropole et vendent du rêve ; font miroiter des diamants qui se révèlent être des bijoux de pacotille, des rêves de verre. Montpellier est la ville la plus riche de la région la plus pauvre.

Nous n'avons rien à attendre de positif de la mise en concurrence des territoires. Ils appellent décentralisation, la concentration des moyens économiques et du pouvoir entre les mains de quelques « mégapoles » et « mégapotes ». Quid de l'Etat de droit ? Quid de la conception républicaine ? quid de l'égalité et de l'accès aux services publics ? Quid du droit au logement ? Du droit à l'énergie ? Du droit aux

transports ? Du droit à l'éducation ? Du droit à la culture ? Du droit à la santé ? Du droit à pouvoir travailler ?

Nous n'acceptons pas que cette société n'offre pour tout horizon que la mise en concurrence des femmes et des hommes. Un autre espoir est possible. Un autre projet est capable de mobiliser durablement les femmes et les hommes de ce département et de ce pays. Nous n'acceptons plus cette misère et ce mépris qui l'accompagnent, nous n'acceptons plus que la situation d'urgence sociale ne soit pas prise en compte par les décideurs politiques et économiques. S'ils ne comprennent pas la justesse de nos arguments, nous devons lever dans le département et la région un large rapport de force pour les obliger à répondre à la satisfaction de nos besoins et pourquoi pas de nos désirs. Nous ne mendions pas le croûton de pain, nous revendiquons du bon pain pour chaque jour avec du vin et des plats copieux pour retrouver les sourires de l'amitié et la chaleur de la solidarité. Dans l'Hérault, la CGT a une ambition, le bonheur et l'épanouissement de la classe salariée.

Vivre et travailler dignement dans l'Hérault, une ambition à construire maintenant.

Durant tout ce mandat, nous avons insisté pour valoriser les ressources économiques de notre territoire. Nous avons interpellé les élus, les représentants de l'Etat, le patronat pour exiger un véritable projet de développement pour le département et la région. Mais bien souvent nous l'avons fait en réponse aux attaques subies, en résistance aux reculs envisagés. N'est-il pas temps de passer à l'offensive ?

Les atouts géographiques de notre département doivent servir des projets ambitieux. Le seul tourisme ou l'économie liée à l'afflux de population (ce qu'ils appellent économie résidentielle) ne suffisent pas. Nous pensons que comme partout en France, il faut ici et maintenant préserver et développer l'activité industrielle. Qu'il existe là des gisements importants d'emploi qualifié, des possibilités de créer des richesses importantes. Nous pouvons nous appuyer sur des jeunes disponibles pour l'emploi, sur un maillage universitaire important sur des services publics qui sont un atout indéniable.

Que l'on ne nous dise pas que ce qui freine cette perspective vertueuse, c'est le coût du travail. Ici comme je l'ai déjà dit les salaires sont au plus bas alors que notre région participe au PIB national en dixième position. Ce ne sont pas nos salaires et nos droits sociaux qui freinent le développement économique mais la rapacité de ceux qui possèdent le capital. L'investissement productif est ici plus qu'ailleurs en panne.

Inadmissible ! Inacceptable ! Indigne ! Quand on sait qu'historiquement autour de la viticulture et l'agriculture s'est développée un important maillage d'emploi industriel favorisé et encouragé par le développement du ferroviaire voyageur mais aussi le fret. Aujourd'hui le Fret est laissé à l'abandon, comme ne sont

pas exploités les possibilités du port de Sète ou des voies fluviales. Le capitalisme préfère le tout camion briseur de normes sociales, ce tout camion écologiquement aberrant, économiquement court-termiste.

Les logiques politiques et économiques auxquelles nous nous affrontons, placent la rentabilité financière et le profit comme priorité absolue et indépassable. Ainsi avec le pacte de responsabilité, il n'est plus question de relancer la production et l'emploi mais de donner avec l'argent public, des marges aux entreprises, des dividendes aux actionnaires.

Ces politiques s'accompagnent d'une intensification des rythmes de travail, d'une déstructuration des organisations de travail qui mettent en souffrance les salariés. Dans ce 21^{ème} siècle balbutiant, la santé des travailleurs subit des reculs importants. Les maladies professionnelles se multiplient. Aux risques psycho sociaux, il faut ajouter une augmentation des cancers, des AVC, des infarctus, une bombe à retardement nommé amiante. La CGT a chiffré que ce sont 4 point de PIB qui sont perdus pour la croissance et s'ajoutent au gâchis humain. Il y a donc urgence à transformer le travail. A faire de la santé des travailleurs un axe majeur de nos revendications. A retourner voir les salariés pour porter l'exigence d'un départ en retraite à 60 ans, avec de vrais départs anticipés pour les salariés exposés aux travaux pénibles.

La bataille pour la retraite ce n'est pas seulement un débat qui tourne autour de la démographie ou d'équilibre économique des caisses. C'est aussi un débat qui porte sur les conséquences du mal travail, des atteintes à la santé – l'espérance de vie en bonne santé recule- Comme au temps des mines ou des locomotives à vapeur, le travail tue, handicape, rend malade ; le travail est malade. Dans les syndicats mais aussi dans les organismes de sécurité sociale, dans les médecines du travail, l'heure est au combat. C'est un travail important que nous avons entamé sur le département et coordination avec la région, ce travail doit être continué et amplifié. L'enjeu ? Replacer le travail et les travailleurs au centre des décisions politiques et économiques. Ce qui nous importe, c'est la santé des travailleurs, pas la santé des actionnaires !

Certains aujourd'hui se compromettent et disent prendre des décisions difficiles qui sauveraient les entreprises mais ils détruisent l'emploi, sacrifient les salariés. Sur notre département, si nous ne nous en mêlons pas, rien ne changera pour l'emploi. Je rappelle que le plein emploi fait partie de nos repères revendicatifs. Il faut s'attaquer à toutes les facettes de ce sujet majeur pour les salariés. Refus des licenciements, refus de la précarité dans l'entreprise, projets industriel et développement des services publics pour permettre d'inverser la courbe du chômage, opposition frontale aux décisions qui consistent à faire payer le chômage aux privés d'emplois. Refus de voir qui exonère les licenciés et impose les licenciés !

La CGT doit modifier sa façon d'aborder les questions qui touchent les privés d'emploi et les précaires. Alors que l'enjeu est majeur, le travail syndical est trop sectorisé, dispersé. Nous n'avons que peu d'accroche avec les premiers concernés. Une organisation de type association de chômeurs si elle permet de défendre et faire

valoir les intérêts immédiats ne permet pas forcément de faire le lien avec l'ensemble des revendications qui doivent converger entre salariés en activité et salariés privés d'emploi. Nous-nous inscrivons donc pleinement dans la préparation de la conférence organisée par la Confédération.

Si le MEDEF, annonce ses plans de suppression d'emploi, pourquoi la CGT ne travaillerait-elle pas à son tour à faire le total des emplois qui manquent pour permettre aux salariés de travailler dignement ? Faire la somme des emplois nécessaires, pour permettre aux salariés de rendre les services qui sont dus aux populations. Pourquoi ne pas faire le total des emplois à durée déterminée qui pourraient être transformés en CDI ? Des emplois à temps partiels qui pourraient offrir un travail à temps plein ?

N'attendons pas de nos élus la loi qui...qui...qui quoi, qui rien vous avez entendu Valls mardi. Pouvons-nous faire de l'emploi la question prioritaire de nos cahiers revendicatifs ? Un emploi gagné, c'est la CGT qui l'a gagné, un CDD transformé en CDI, c'est la CGT qui l'a gagné, un nouveau service offert, c'est la lutte qui le permet.

N'attendons plus de loi, armons nous pour la lutte, le « fait précède le droit » le patronat l'a compris, à nous d'agir maintenant !

Non seulement nous voulons que chacun puisse disposer d'un emploi, que les anciens partent plus tôt en retraite. Mais nous exigeons aussi que les jeunes rentrent plus tôt dans la carrière et pas avec des contrats de 2^{ème} classe. Nous voulons que nos camarades femmes puissent accéder à l'ensemble des emplois que leur confèrent leurs qualifications avec le même salaire que leurs collègues hommes.

Engager la bataille pour l'emploi sans rien céder sur la bataille pour les salaires. Nous ne troquerons pas l'un pour l'autre car depuis que ce chantage est proposé aux salariés, ils perdent et leur pouvoir d'achat et leur travail.

Pour rappel :

La part des salaires (y compris cotisations sociales) dans la valeur ajoutée des entreprises industrielles et de services a reculé de 10 points entre 1983-1989

- Chaque point de valeur de ces entreprises représente 10 mds € / an,
- Si la part des salaires était ramenée au niveau d'il y a trente ans, les salariés auraient droit à 100 mds € de plus

Les négociations salariales et en particulier les NAO sont des moments décisifs pour porter notre campagne sur le coût du capital. Comment mieux faire connaître les acquis et les luttes ? Préparer nos négociateurs mais surtout articuler une campagne salaire qui permette de faire donner de la voix aux salariés, de faire peser sur le patronat et les élus politiques le rapport de force ? Proposer oui, négocier bien sûr, mais pas à froid, la mobilisation des salariés et l'engagement des syndiqués conditionnent l'issue positive pour les négociations.

Enfin, la question du renforcement de l'organisation et de notre influence sont des éléments décisifs dans la construction revendicative.

Comme partout en France, nous sommes dans la préparation d'une échéance majeure les élections fonction publique du 04 décembre. Cette élection doit engager toute la CGT. Pour l'interpro, une des entrées dans la campagne pourrait être la continuation de notre campagne services publics et notre exigence de créer ici des urgences, de maintenir là une classe, de créer ici une caserne de pompiers, maintenir le bureau de poste.

A partir de vos revendications, créer là où c'est possible des états généraux de l'hôpital public, de la fonction publique, de l'éducation etc... de faire connaître à la population nos propositions et les répercussions en termes d'emploi mais aussi et par exemple les besoins en termes de formation initiale ou professionnelle. Gagner chacun à cette idée que le service public, c'est un morceau de la République, que le service public c'est notre bien commun. Que le service public conditionne et rend possible l'emploi du secteur privé.

Urgence pour l'industrie, urgence pour la sécurité sociale, urgence pour l'emploi, urgence pour les salaires, urgence pour les entreprises et les services publics, le menu est copieux nous sommes gourmands, nous sommes nombreux mais il va nous falloir être encore plus nombreux, encore plus forts.

10 000 adhérents c'est fait, Gagner les 12 000 adhérents, un enjeu politique pour la CGT Hérault

Notre dernier Congrès s'était fixé comme objectif de passer le cap des 10 000 adhérents, c'est chose faite depuis 2011, depuis très longtemps notre département n'avait pas connu ce taux de syndicalisation. Nous avons fêté comme il se devait cette étape importante avec Thierry LEPAON en février dernier.

La CGT doit gagner en force organisée mais aussi en représentativité sur le département puisque si nous avons vérifié notre présence dans les cent plus grandes entreprises du département, il nous reste maintenant à être représentatif partout, et encore mieux majoritaire partout. , réduisons l'écart entre notre influence électorale et notre nombre de syndiqués. Les premiers temps de la campagne services publics peuvent d'ailleurs être des temps privilégiés pour développer la campagne de syndicalisation.

Si notre département compte beaucoup de salariés des TPE qui nous ont fait largement confiance, la question de leur syndicalisation et l'accès à de véritables droits syndicaux restent entiers. Nous comptons près de 400 comités d'entreprise qui regroupent plus de 70000 salariés. Il y a là des entreprises stratégiques dans

lesquelles nous ne sommes pas ou insuffisamment organisés, je pense au secteur de la construction, au secteur des transports, du commerce et de la métallurgie.

Gagner 2000 adhérents de plus d'ici au prochain Congrès, c'est se donner les capacités de mieux défendre les salariés d'être la CGT de tous les salariés de porter la petite revendication, comme l'exigence de transformation sociale. C'est réfléchir à notre structuration, proposer plus de proximité professionnelle ou territoriale. Quelle réflexion avons-nous sur les 25 premières villes du département qui regroupent plus de 60% de la population ? Quelle proposition peut porter la CGT sur nos six zones d'emploi ? Quel travail spécifique en direction des femmes, des jeunes, des retraités, des ICT ?

La bataille que nous menons pour le maintien de la prud'homie et des élections prud'homales fait partie intégrante de la bataille de classe. Tout comme fait partie intégrante la bataille que nous menons pour obtenir une loi d'amnistie pour les syndicalistes, de nouveaux droits pour le syndicalisme. Notre région et notre département sont durement touchés par la répression contre les syndicalistes dans le privé comme dans les entreprises publiques.

Quelle vie syndicale développer pour que chacune et chacun tienne sa place dans le syndicat ? Comment ne pas se noyer dans l'agenda imposé par le patronat ? Comment tenir tous les bouts de ce que doit être le syndicat : outil de regroupement, outil de la revendication, mais aussi premier lieu de la solidarité et de la formation. Quel engagement dans les outils et les actions fédérales et interprofessionnelles. Comment chacun participe à la vie des Unions Locales ?

Si chacun connaît la citation de Benoit Frachon sur le syndicalisme de masse, je vous propose une autre de ses citations qui permet je crois de bien synthétiser les enjeux de la vie syndicale.

« LE SYNDICAT N'A PAS CHAQUE JOUR DE REVENDICATION DE SALAIRE À PRÉSENTER. IL N'A PAS EN PERMANENCE L'ACTION COLLECTIVE, LA LUTTE GRÉVISTE À PRÉPARER, OU À DIRIGER. ET CEPENDANT IL DOIT, IL PEUT ÊTRE UTILE QUOTIDIENNEMENT À SES ADHÉRENTS. LE SYNDICAT C'EST AUSSI LA SOLIDARITÉ ET LA FRATERNITÉ. »

Les semaines qui viennent vont être déterminantes dans l'établissement du rapport de force. Rien n'est assuré pour la CGT, ni son nombre d'adhérents, ni sa place de première organisation syndicale. Le patronat, le gouvernement et le pôle réformiste travaillent à réduire notre influence. La mobilisation des salariés est essentielle, elle sera d'autant plus déterminante s'ils sont syndiqués.

Pour finir, j'allais dire pour commencer

Il y a cent ans mourrait Jean-Jaurès, victime de la guerre avant la guerre. Une figure martyre qui marque l'histoire car il usera de toute son influence et de toute

son intelligence pour combattre jusqu'au bout et souvent seul l'entrée en guerre qui se dessine. Alors que dans le camp du syndicalisme et du socialisme, les volontés viennent à fléchir, une voix se fait entendre celle de Jaurès. Il ira au bout de l'engagement et du courage. C'est de courage justement dont il est question dans la dernière partie de ce discours à la jeunesse resté célèbre et que je ne peux résister à vous lire quelques lignes qui font écho à ce rapport.

«Le courage, aujourd'hui, ce n'est pas de maintenir sur le monde la sombre nuée de la guerre, nuée terrible, mais dormante, dont on peut toujours se flatter qu'elle éclatera sur d'autres.

Le courage, ce n'est pas de laisser aux mains de la force la solution des conflits que la raison peut résoudre ; car le courage est l'exaltation de l'homme, et ceci en est l'abdication.

Le courage pour vous tous, courage de toutes les heures, c'est de supporter sans fléchir les épreuves de tout ordre, physiques et morales, que prodigue la vie.

Le courage, c'est de ne pas livrer sa volonté au hasard des impressions et des forces ; c'est de garder dans les lassitudes inévitables, l'habitude du travail et de l'action.

Le courage dans le désordre infini de la vie qui nous sollicite de toutes parts, c'est de choisir un métier et de le bien faire, quel qu'il soit ; c'est de ne pas se rebuter du détail minutieux ou monotone ; c'est de devenir, autant qu'on le peut, un technicien accompli ; c'est d'accepter et de comprendre cette loi de la spécialisation du travail qui est la condition de l'action utile, et cependant de ménager à son regard, à son esprit, quelques échappées vers le vaste monde et des perspectives plus étendues.

Le courage, c'est d'être tout ensemble, et quel que soit le métier, un praticien et un philosophe.

Le courage, c'est de comprendre sa propre vie, de la préciser, de l'approfondir, de l'établir et de la coordonner cependant à la vie générale.

Le courage, c'est de surveiller exactement sa machine à filer ou à tisser pour qu'aucun fil ne se casse, et de préparer cependant un ordre social plus vaste et plus fraternel où la machine sera la servante commune des travailleurs libérés.

Le courage, c'est d'accepter les conditions nouvelles que la vie fait à la science et à l'art, d'accueillir, d'explorer la complexité presque infinie des faits et des détails, et cependant d'éclairer cette réalité énorme et confuse par des idées générales, de l'organiser et de la soulever par la beauté sacrée des formes et des rythmes.

Le courage, c'est de dominer ses propres fautes d'en souffrir, mais

de ne pas être accablé et de continuer son chemin.

Le courage, c'est d'aimer la vie et de regarder la mort d'un regard tranquille ; c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ; c'est d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, ni s'il lui réserve une récompense.

Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. »

Au moment de l'épreuve de vérité, au moment de faire l'appel des volontés, de faire face aux épreuves, je sais que les salariés peuvent compter sur le courage des militantes et des militants de la CGT de l'Hérault.

Vive le 49^{ème} Congrès de la CGT Hérault!

Vive la CGT !

Balaruc, les Bains, le 11 avril 2014